

Supposons que l'Italie entreprenne une guerre. Il y a une place forte à bombarder. L'opération est conduite avec méthode et économie. La ville détruite, le ministre de la marine suppute la dépense, et trouve qu'il n'en aurait pas coûté davantage à ses collègues des Finances, des Beaux-Arts et des Travaux publics, pour payer les dettes de Florence, construire une façade au dôme de Milan, achever les fouilles de Pompéï, exhumer Herculanium et Stabies, ou dessécher les marais Pontins.

Enfin, comme les choses humaines vont toujours en progressant, nous aurons bientôt des canons dont le tir reviendra à trois mille francs; puis un peu plus, quatre, cinq, huit et dix mille. Et, dans un avenir plus éloigné, il ne faudra pas songer à faire parler l'artillerie à moins de vingt-cinq mille francs le coup.

Et, ce jour-là, les guerres coûteront si cher, si cher, que les douanes, les octrois, les monopoles, les impôts nouveaux, les centimes additionnels, les plus formidables emprunts, la banqueroute même, n'y suffiront plus. Les nations les plus riches n'auront pas les moyens de se battre. Il se produira alors ce fait singulier que, après s'être massacrés pendant six mille ans, pour se voler des troupeaux, des esclaves, des forteresses, des provinces et des milliards, les hommes ne pourront plus, faute de ressources, se distribuer les moindres horions, et seront forcés de vivre en paix les uns avec les autres, par économie.

François COLLET.